

La critique postmoderne et le courant communicationnel au sein des théories de la planification : une rencontre difficile

Pierre Hamel

Volume 41, numéro 114, 1997

Les territoires dans l'oeil de la postmodernité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022670ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022670ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hamel, P. (1997). La critique postmoderne et le courant communicationnel au sein des théories de la planification : une rencontre difficile. *Cahiers de géographie du Québec*, 41(114), 311–321. <https://doi.org/10.7202/022670ar>

Résumé de l'article

Ces dernières années, la critique postmoderne s'est attaquée à tous les domaines des sciences sociales et humaines. Les théories de la planification ne font pas exception. Or cette critique n'est pas la seule à occuper l'avant-scène des débats au sein de ce champ de recherche. Le courant communicationnel a aussi contribué à renouveler les perspectives de la planification moderne. Mais jusqu'à quel point le courant communicationnel est-il en mesure de répondre aux critiques formulées par les tenants du postmodernisme à l'endroit des théories de la planification? C'est afin de répondre à cette question que nous examinons ici d'une manière comparative le point de vue postmoderne et le point de vue communicationnel.

La critique postmoderne et le courant communicationnel au sein des théories de la planification: une rencontre difficile¹

Pierre Hamel

Institut d'urbanisme
Université de Montréal

Résumé

Ces dernières années, la critique postmoderne s'est attaquée à tous les domaines des sciences sociales et humaines. Les théories de la planification ne font pas exception. Or cette critique n'est pas la seule à occuper l'avant-scène des débats au sein de ce champ de recherche. Le courant communicationnel a aussi contribué à renouveler les perspectives de la planification moderne. Mais jusqu'à quel point le courant communicationnel est-il en mesure de répondre aux critiques formulées par les tenants du postmodernisme à l'endroit des théories de la planification? C'est afin de répondre à cette question que nous examinons ici d'une manière comparative le point de vue postmoderne et le point de vue communicationnel.

Mots-clés: planification, postmodernisme, communication, modernité, théories de la planification, rationalité.

Abstract

The Postmodern Critique and the Communicative Perspective within Planning Theories: a Difficult Encounter

Over the last years, the postmodern critique was persuasive within all sectors of social sciences and humanities. Planning theories are no exception. However, the postmodern critique is not alone. The communicative perspective also contributed to reviewing the debate within modern planning. To what extent is the communicative perspective able to answer the critiques formulated by postmodernists within planning theories? In order to answer this question, we compare the post-modern point of view to the one elaborated by the communicative perspective.

Key Words: planification, postmodernism, communication, modernity, planning theories, rationality.

En général, les théories de la planification suscitent de l'indifférence tant chez les étudiants que chez les professionnels. Aux États-Unis, certains vont même jusqu'à soutenir que ces théories ont tendance à être dévaluées et marginalisées dans toutes les écoles de planification (Forester, 1992). Au mieux, on peut y voir un signe des temps — l'époque étant résolument tournée vers l'anti-intellectualisme, le pragmatisme et l'affairisme. Au pire, on peut penser que ces théories ne parviennent pas à s'ajuster aux nombreux changements contextuels qui ont marqué le champ des pratiques planificatrices au cours des 15 ou 20 dernières années.

Le désarroi qu'éprouvent les chercheurs dans le domaine des théories de la planification rejoint à bien des égards celui que ressentent leurs collègues des sciences sociales auxquels ils ont emprunté la structure épistémique (Hemmens et Stiffel, 1980). Comme ces derniers, ils demeurent ballottés entre deux exigences: d'un côté les demandes académiques d'un recours au modèle scientifique et à ses critères positivistes, de l'autre des demandes sociales portant sur le sens ou la signification de l'action, sollicitant avant tout la compréhension et l'herméneutique. En quelques mots, disons qu'à l'instar des sciences sociales, les théories de la planification sont tenues de participer à une réévaluation des modèles de connaissance. Ce qui exige de revoir la séparation préconisée par Max Weber entre l'ordre des faits et l'ordre des valeurs (Kaesler, 1996).

Dans le domaine des théories de la planification, la perspective postmoderne a renoué avec les doutes, les questionnements et les critiques formulées par les antiplanificateurs des années 1960 qui dénonçaient les pratiques planificatrices en raison de leurs effets négatifs sur le tissu social (Fishman, 1980). Toutefois, à l'encontre de ces derniers, le point de vue postmoderne ne se contente pas de mettre en cause les valeurs et les finalités de la planification moderne. Il s'attaque avant tout à ses fondements, débusquant les liens qui prévalent entre les connaissances et le pouvoir à l'intérieur des visions progressistes de la science (Gottdiener, 1993) et auxquels les théoriciens de la planification ont fait appel afin d'élaborer leur projet.

En ayant recours à une perspective postmoderne, certains chercheurs s'aventurent dans la déconstruction de la rationalité instrumentale de la planification moderne (Milroy, 1991). Optant pour une perspective différente, d'autres choisissent plutôt de poursuivre les intentions initiales de la planification moderne. Ils n'en suggèrent pas moins une révision de ses fondements en plaçant au premier plan les dimensions intangibles et subjectives, largement négligées jusqu'aux années 1980. C'est ce qui les amène à miser sur une approche dite «communicationnelle» (Forester, 1989). Jusqu'à quel point cette approche est-elle en mesure de répondre aux remises en question formulées par les points de vue postmodernes sur la planification et les théories de la planification?² Afin de répondre à cette question, nos remarques sont regroupées autour de deux éléments. Dans un premier temps, nous rappelons l'objet des principales critiques émises par les analyses postmodernes à l'endroit de la planification moderne et des théories qui la confortent. Dans un deuxième temps, nous considérons l'approche ou le courant communicationnel ainsi que les éléments de problématique qu'il suggère afin de surmonter les limites du modèle rationaliste de la planification élaboré à l'intérieur du paradigme de la modernité.

PLANIFICATION, THÉORIES DE LA PLANIFICATION ET POINT DE VUE POSTMODERNE

D'emblée, disons que les critiques postmodernes de la planification et des théories de la planification nous renvoient aux limites du projet moderniste de contrôle de la nature et de la société. L'idée d'un contrôle de la nature à partir d'une rationalité instrumentale — elle-même allant de pair avec un principe de domination rationnelle — n'est plus acceptable tant à cause de ses valeurs que de son biais épistémologique (Lyotard, 1979).

Par ailleurs, même si nous devons nous prémunir contre la tentation d'inscrire la postmodernité à l'intérieur d'un système d'oppositions binaires qui situe celle-ci en relation et en succession à la modernité (Lyotard, 1988; Doel, 1992), il demeure difficile de parler de postmodernité et de critique postmoderne sans se référer aux enjeux de la modernité, à ses défis, aux contradictions qui la caractérisent. Le refus de recourir à un principe séquentiel pour penser la spécificité du postmoderne ne dispense pas de tenir compte de la dualité et des tensions inhérentes à la modernité. À cet égard, comme le souligne Tiryakian (1992), la modernité se révèle beaucoup plus dialectique que ce que certains ne le laissent entendre. Georg Simmel, par exemple, avait déjà bien perçu cela en présentant la métropole moderne à la fois comme une menace — symbole et rupture avec la tradition et avec ses formes de solidarité mécanique — et comme un élément de libération, forçant l'individu moderne à se dépasser pour s'adapter à son nouveau contexte urbain en redéfinissant son identité (Léger, 1989). Par la suite, d'autres chercheurs ont repris cette analyse pour montrer comment les environnements urbains pouvaient être à la fois menaçants et libérateurs (Leontidou, 1996).

La reconnaissance de ces ambivalences n'ont toutefois pas empêché l'idéologie moderniste de se constituer en véritable culture hégémonique. C'est ce qui a d'abord fait l'objet des attaques des postmodernes (Turner, 1994). La remise en cause des prétentions universalistes inhérentes aux discours métanarratifs a servi à la fois de point d'ancrage et d'élément de convergence à plusieurs analyses postmodernes. Pour une large part, c'était le caractère abstrait et standardisé des solutions conformes à l'idéologie moderniste qui était visé. De plus, on a attiré l'attention sur le fait qu'en préconisant une subordination des catégories spatiales aux catégories temporelles, l'idéologie moderniste a eu pour effet de marginaliser les cultures locales, en ignorant leur diversité et leur capacité respective d'adaptation face au changement (Mommaas, 1996).

En termes positifs, on peut dire que les critiques postmodernes de la planification ont plaidé en faveur d'une reconnaissance du pluralisme des acteurs et de leurs différences. En favorisant l'expression de la diversité des points de vue et le relativisme des valeurs, les critiques postmodernes nous ont rappelé qu'au sein du paradigme de la planification moderne, tant les représentations que les interventions sont biaisées en faveur des acteurs dominants. En d'autres termes, il nous fallait revoir notre lecture de l'histoire et de la sociologie urbaines en accordant désormais une place aux discours marginalisés, en commençant par les visions et les pratiques féminines (Wilson, 1991). Il en a résulté un élargissement des modes d'intégration sociale, une redéfinition des formes de représentation politique et

une révision en profondeur des systèmes de reconnaissance socioculturelle. Cela a d'abord conduit à dépasser les conceptions abstraites de la citoyenneté et de la démocratie afin de tenir compte d'éléments subjectifs ou existentiels ouverts sur la quotidienneté et l'urbanité. Cela a ensuite permis d'énoncer dans des termes neufs ce «droit à la ville» dont parlait Henri Lefebvre dans les années 1960 (Ellin, 1996; Hamel et Poitras, 1994).

Prenant acte des changements qui ont marqué le paysage urbain au cours du présent siècle, les analyses postmodernes suggèrent une relecture de l'histoire de la planification urbaine (Goodchild, 1990). Elles soulignent les tensions et les ambivalences de cette planification, que ce soit par rapport: 1) à l'éclatement de la centralité, 2) à l'effacement ou à la redéfinition des frontières entre le public et le privé ou, encore, 3) aux emprunts historiques et à la référence au vernaculaire dans la construction des immeubles et des espaces habités. Ces analyses manifestent un scepticisme certain à l'endroit des explications causales pour accorder une place prépondérante aux significations qui accompagnent la transformation des espaces urbains associée au changement social (Milroy, 1991).

Cela dit, il existe plusieurs lectures de la postmodernité. Alors que pour certains elle représente un nouveau, voire un ultime stade de développement du capitalisme (Jameson, 1984; Harvey, 1989), pour d'autres elle appelle un changement paradigmatique qui non seulement rompt avec les modes antérieurs de connaissance (Lyotard, 1979), mais bouleverse aussi notre sensibilité (Huysen, 1986). Dans le champ des théories de la planification, les analyses postmodernes ont servi à balayer les dernières illusions qu'entretenaient le modèle des choix rationnels, en particulier dans sa portée technocratique. En même temps, toutefois, plusieurs des chercheurs qui recourent à cette notion tiennent à se prémunir contre un relativisme excessif qui ne permettrait pas de construire de compromis et d'établir un minimum de règles universelles capables de garantir un renouvellement de la justice sociale (Harvey, 1989; Goodchild, 1990; Beauregard, 1991). Il n'en reste pas moins que pour des chercheurs comme Leontidou (1996), les analyses postmodernes reflètent une remise en question de nos anciennes certitudes, ébranlées par l'irrationnalité du monde ambiant. Dans cette perspective, les planificateurs se trouvent dans l'obligation de revoir le rôle et la place des intellectuels organiques, notamment en s'ajustant aux changements contextuels et à l'importance que prennent les milieux locaux dans «la géographie de la diversité des nouvelles conditions matérielles» (Leontidou, 1996: 194).

Au-delà de leurs divergences, les analyses postmodernes mettent l'accent sur l'importance du discours et des représentations dans la construction sociale de la réalité. Elles reconnaissent la diversité des points de vue, se démarquent du modèle de la planification rationnelle qui excluait les voix dissidentes (Goodchild, 1990) et formulent une critique des experts et de leur rôle dans le cadre de la planification moderne, subordonné traditionnellement à celui des acteurs dominants (Ellin, 1996). Il en découle une ouverture sur le thème de l'éthique (Boisvert, 1996) et sur l'expression des libertés ou des choix tant individuels que collectifs. Il en résulte aussi un poids nouveau donné à la délibération et à la communication dans l'élaboration des choix publics et des processus de planification urbaine (Milroy, 1991).

Enfin, notons que pour construire leur point de vue théorique ces analyses n'hésitent pas à faire appel aux débats qui ont alimenté la critique postmoderne au sein des sciences humaines et de la philosophie, dont l'ouvrage de Lyotard (1979) est sans doute l'emblème. En même temps, elles reprennent à leur compte certaines des critiques spécifiques à l'endroit de l'architecture et de l'aménagement des villes modernes, qui se sont exprimées à partir de nouvelles visions de l'architecture et ce, dès les années 1960. Retour à l'histoire et au vernaculaire, refus de laisser les fonctions déterminer les formes, le postmodernisme en architecture demeure l'un des premiers courants culturels, si on fait exception des situationnistes, à marquer une rupture à l'égard d'une conception formelle alimentée par les valeurs techniques et scientifiques de la modernité. De plus, ce courant a proposé de reconnaître et d'accepter l'influence des milieux culturels diversifiés de manière à mieux adapter l'architecture aux besoins et aux préoccupations de ces milieux.

Précurseur des analyses postmodernes en sciences humaines et en philosophie, le discours architectural nous a engagé dans une relecture de l'histoire et de ses influences. Il a pris ses distances à l'égard des modèles universels et des lectures historicistes du passé, tout en amorçant une réflexion sur les modes d'habiter, sur l'organisation de l'espace et sur la liberté d'entreprendre, à savoir sur la capacité des professionnels à surmonter le poids des contraintes physico-spatiales ou autres, en architecture et en aménagement, afin de répondre ou de rencontrer les besoins des populations.

Dans le domaine des théories de la planification, la critique postmoderne que nous évoquons dans ce texte demeure redevable dans des proportions variables aux influences qui proviennent à la fois de la critique postmoderne en architecture et en sciences humaines ainsi qu'en philosophie. Il reste que dans l'ensemble, c'est avant tout aux penseurs de ce dernier domaine que les théoriciens de la planification ont eu recours afin de fonder leur critique.

LE COURANT COMMUNICATIONNEL

À partir d'une lecture différente des enjeux qui caractérisent notre modernité et des difficultés auxquelles se trouvent confrontées les agglomérations urbaines de cette fin de siècle, tout en s'incrinant d'emblée dans le champ des théories de la planification, le courant communicationnel repose la question de la possibilité de construire un modèle rationnel. Poursuivant les efforts déployés au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale par des chercheurs qui voulaient construire un corpus théorique destiné à fonder et à orienter l'action des planificateurs, le courant communicationnel propose de renouveler cette perspective initiale qui, avant tout, faisait appel à la science et à une conception limitative des choix rationnels (Sager, 1994).

Toutefois, contrairement aux tenants du modèle rationaliste dominant — lequel en aménagement ou en urbanisme a emprunté la forme du *comprehensive planning* —, les promoteurs du courant communicationnel ont vu avant tout la planification comme un processus interactif (Healey, 1992). Même si le modèle *comprehensive* n'ignorait pas complètement cette dimension, celle-ci demeurerait toutefois subordonnée aux exigences instrumentales requises par une conception positiviste du savoir.

Reprenant à leur compte les critiques formulées par March et Simon à l'endroit du modèle rationaliste — qui soulignaient, entre autres, ses limites pratiques (Alexander, 1986) —, les tenants du courant communicationnel ont élaboré une perspective qui situait au premier plan la question de la relation entre les professionnels et leurs clients. Cet aspect a d'ailleurs été longtemps occulté au sein du modèle rationaliste. Ainsi, on peut dire que le courant communicationnel a pris au sérieux les dimensions intangibles de la planification, à savoir l'ensemble des composantes pratiques qui échappaient à la rationalisation ou aux logiques instrumentales (pensons aux habiletés de communication, aux qualités morales du planificateur, à son savoir-faire, etc.) En même temps, le courant communicationnel nous a invité à prendre en compte les aspects contextuels qui infléchissent les pratiques planificatrices (pensons aux contraintes professionnelles, aux règles institutionnelles, aux normes ou aux valeurs sociales dominantes), avec lesquels les planificateurs doivent composer.

Pour Forester (1989), qui demeure l'une des figures de proue du courant communicationnel, la planification doit être considérée avant tout sous l'angle d'un processus politique, tant parce qu'elle interagit avec des institutions politiques que parce qu'elle ne met en cause certains pouvoirs. À ce sujet, il se démarque de l'idéologie technocratique et se réclame de la démocratie participative. Dans cette perspective, la communication devient l'élément stratégique à partir duquel on peut penser des démarches collectives de coopération, de concertation ou de partenariat, à condition de prendre soin d'écartier la désinformation ou la manipulation de l'information³.

Sur le plan des principes, cette représentation de la communication réfère avant tout à la philosophie de l'agir communicationnel élaborée par Habermas (1987). Pour ce dernier, c'est la nécessité de la compréhension intersubjective — passant par le dialogue — qui fonde l'agir communicationnel. En tant que citoyens d'une même communauté nous devons participer à la définition des valeurs communes. Ainsi, la compréhension intersubjective permet de fonder l'action en substituant à la rationalité instrumentale du modèle rationaliste une rationalité communicationnelle.

En pratique, cette approche invite les planificateurs à recourir à diverses stratégies en vue de favoriser les échanges entre les acteurs concernés par un enjeu ou un projet. Forester (1989) propose notamment un répertoire de six stratégies qui combinent la médiation, la négociation, le recours à la régulation ou à certaines formes de diplomatie. D'autres chercheurs voient aussi dans les démarches de concertation sur la scène locale ou régionale une application de l'approche communicationnelle (Innes, 1992). Enfin, disons que les demandes accrues de participation aux affaires urbaines, à la gestion des services ou à la protection de l'environnement de la part des citoyens — en exigeant, entre autres, la tenue de consultations ou de débats publics formels — reflètent bien les préoccupations énoncées par les tenants du courant communicationnel.

Si nous retournons maintenant à notre question initiale concernant les perspectives d'action élaborées par le courant communicationnel à la lumière des critiques postmodernes, il faut souligner que même si les points de rencontre entre les deux approches sont nombreux, les divergences n'en demeurent pas moins

fondamentales. Rappelons d'abord quelques-uns des points de convergence avant de considérer la portée des divergences.

Tant la critique postmoderne que le courant communicationnel s'intéressent aux aspects intangibles et subjectifs propres aux processus de planification. Dans le cas de la critique postmoderne, la remise en question du modèle rationaliste s'arrime à une critique fondamentale de ses à priori épistémologiques et idéologiques, dont on retrouve les fondements dans le projet de la modernité. Il en résulte une reconnaissance de la multiplicité de modes de connaissance. Enfin, on met l'accent sur le rôle que jouent les représentations dans la construction des compromis et des consensus sociopolitiques. Le courant communicationnel, de son côté, part des représentations sociales et du discours pour repenser la spécificité de la planification. De ce point de vue, il prend aussi ses distances à l'égard du modèle rationaliste et suggère de fonder la spécificité de la planification en faisant appel à la rationalité de l'agir communicationnel.

De plus, dans les deux cas, on tente de se démarquer des visions hégémoniques qui prévalaient dans les années 1950 et 1960, lesquelles accordaient aux planificateurs un statut privilégié dans l'aménagement de l'espace urbain et régional. Dès lors, la planification et les planificateurs sont appelés à remplir des fonctions très diverses et, aux côtés d'autres acteurs sociaux, à effectuer des tâches diversifiées, étant donné que les nouveaux enjeux sociaux exigent une flexibilité de plus en plus grande (Brooks, 1993). D'où l'importance que les deux approches accordent à l'éthique. En effet, au fur et à mesure que l'on accepte que les responsabilités sociales et politiques à l'égard de l'environnement et du développement urbain ne relèvent plus d'une rationalité universelle (dans le cas de la critique postmoderne) ou ne peuvent reposer uniquement sur une rationalité instrumentale (dans le cas du courant communicationnel), la question des responsabilités personnelles — incluant les enjeux éthiques qui en découlent — ne peut plus être esquivée (Thomas et Healey, 1991).

Un dernier élément de convergence fait appel à la reconnaissance, voire à l'approfondissement du cadre démocratique à l'intérieur duquel se déroulent les pratiques de planification. Tant pour la critique postmoderne que pour le courant communicationnel, la démocratie est une valeur incontournable même si, dans les deux cas, on n'y attribue pas la même signification.

Cependant, tous ces éléments de convergence cachent des dissensions profondes qui reflètent bien, en un sens et sur un plan abstrait, les difficultés concrètes que rencontrent les agglomérations urbaines de cette fin de siècle. En effet, il apparaît de plus en plus difficile de construire des compromis sociaux dans un contexte où les lois du marché n'ont jamais été aussi prégnantes et, par voie de conséquence, qu'il n'a jamais été aussi malaisé d'instaurer des régulations politiques.

Dans les années 1970, les théories de la planification étaient ébranlées par une crise paradigmatique majeure (Galloway et Mahayni, 1977). Aujourd'hui, même si cette crise n'a toujours pas été résolue, le débat s'est déplacé en aval sur les problèmes de mise en œuvre. Parallèlement, on soulève de nouvelles questions en ce qui concerne la responsabilité des planificateurs (Grant, 1994). À ce sujet, entre le point de vue postmoderne et le courant communicationnel, la rencontre demeure

difficile même si ces deux perspectives partagent des préoccupations communes. Cela tient à plusieurs raisons.

D'abord, ces deux perspectives ne se situent pas sur le même terrain. Alors que le courant communicationnel s'engage résolument sur le terrain procédural (Fainstein, 1995) — poursuivant en cela le projet des théories de la planification tel qu'il a été conçu au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale — la critique postmoderne mène le débat sur un autre plan. C'est d'abord et avant tout avec le contenu et les valeurs de la planification moderne qu'elle conteste. Ce qui n'est pas le cas du courant communicationnel qui cherche au contraire à définir la planification moderne sur de nouvelles bases tout en n'abandonnant pas ses finalités premières.

Ensuite, les deux perspectives n'accordent pas le même statut, voire les mêmes fonctions, à la connaissance scientifique. Alors que pour la critique postmoderne cette connaissance est vue comme un moyen utilisé pour légitimer la position de certains au détriment des autres — en insistant par exemple sur les liens entre la connaissance et le pouvoir (Gottdiener, 1993) —, pour le courant communicationnel, la connaissance résulte de la construction d'un consensus rationnel à partir d'une éthique de la discussion. En ce sens, elle demeure un outil servant à guider l'action. De plus, elle débouche sur la production de normes qui reçoivent l'assentiment de la communauté. À ce titre, elle vise à promouvoir un nouvel universalisme (Ferrara, 1990).

Enfin, c'est autour de la notion de communication que s'expriment les divergences entre les deux perspectives. Même si, de part et d'autre, on souligne l'importance de la communication, celle-ci ne signifie pas la même chose et conduit à des solutions opposées. Pour le courant communicationnel, la communication permet non seulement de surmonter les limites du modèle rationaliste⁴, mais aussi d'apporter des réponses concrètes aux nouvelles exigences que rencontrent les pratiques planificatrices. Pour la critique postmoderne, la communication doit plutôt être considérée sous l'angle d'un espace d'échange et d'interaction — d'expression des identités. Cela implique une nouvelle articulation entre libertés individuelles et la participation civique (Mouffe, 1992), afin de reconnaître que les conflits et les tensions entre les deux dimensions sont irréductibles. Il en résulte une nécessaire redéfinition du cadre de la démocratie, de la nature de l'hégémonie et, par le fait même, des responsabilités des planificateurs (Leontidou, 1996).

En conclusion, on peut dire que jusqu'à maintenant le courant communicationnel n'a pas été en mesure de répondre d'une manière entièrement satisfaisante aux critiques soulevées par les analyses postmodernes au sein des théories de la planification. Cela, en partie parce que ces dernières formulent des questions qu'esquivalent les tenants du courant communicationnel (Schram, 1995). À l'inverse, nous pourrions argumenter que les stratégies de recomposition suggérées par les analyses postmodernes demeurent des plus fragiles. En mettant l'accent sur le radicalisme des libertés individuelles et sur la fragmentation des champs culturels, elles ne parviennent pas à proposer une formule de remplacement crédible face aux modèles ou aux approches qui font confiance aux vertus d'une modernité renouvelée. On doit néanmoins retenir que les préoccupations mises de l'avant

par ces deux courants confirment le retour de l'individualisme et du sujet à l'avant-scène des schémas explicatifs, même si on ne parle pas tout à fait dans les deux cas, ni du même sujet, ni du même individu.

NOTES

- 1 Ce texte a bénéficié de l'appui financier du CRSH.
- 2 Il est à noter que, à l'encontre de ce qui est survenu dans les autres domaines des sciences sociales et humaines, le débat au sein des théories de la planification entre les analyses postmodernes et le courant communicationnel n'a pas occupé beaucoup d'espace. En fait, les analyses postmodernes ont interpellé et critiqué avant tout les modèles de planification issus du paradigme de la modernité; il en est de même pour le courant communicationnel. Ainsi, on peut dire que c'est d'une manière indirecte que le débat entre les analyses postmodernes et le courant communicationnel a cours.
- 3 Pour certains, il peut s'agir là de remarques triviales au sens où elles vont de soi. Rappelons que dans un contexte de planification urbaine, les processus et les démarches concernés engagent une multiplicité d'acteurs possédant des ressources et des compétences diversifiées. Une perspective communicationnelle qui est articulée à une problématique de démocratisation de la gestion publique doit veiller à diffuser les informations nécessaires à la compréhension des enjeux tout en assurant une certaine objectivité. Ce qui ne va pas de soi. C'est pourtant ce qui est exigé par une vision pratique de l'action et de la communication. C'est ce que propose le courant communicationnel. Ajoutons que ce courant renvoie à une théorie de la communication qui fait appel à deux aspects fortement interreliés, à savoir le contenu et le contexte (Forester, 1993).
- 4 Ces limites ont été rappelées par plusieurs. Voir, entre autres, Alexander (1986).

BIBLIOGRAPHIE

- ALEXANDER, E.R. (1986) *Approaches to Planning (Introducing Current Planning Theories, Concepts, and Issues)*. New York, Gordon and Breach Science Publishers.
- BEAUREGARD, R.A. (1991) Without a Net: Modernist Planning and the Postmodern Abyss. *Journal of Planning Education and Research*, 10 (3): 189-194.
- BOISVERT, M. (1996) *Le Monde Postmoderne*. Paris, L'Harmattan.
- BROOKS, M. (1993) A Plethora of Paradigms? *APA Journal*, 59 (2): 142-145.
- DOEL, M.A. (1992) In Stalling Deconstruction: Striking Out the Postmodern. *Environment and Planning D: Society and Space*, 10: 163-179.
- ELLIN, N. (1996) *Postmodern Urbanism*. Oxford, Blackwell.
- FAINSTEIN, S.S. (1995) Politics, Economics, and Planning: Why Urban Regimes Matter. *Planning Theory*, 14: 34-41.
- FERRERA, A. (1990) Universalisms: Procedural, Contextualist and Prudential. In D. Rasmussen (éd.) *Universalism vs. Communitarianism. Contemporary Debates in Ethics*, Cambridge (Mass.), MIT Press, pp. 11-37.
- FISHMAN, R. (1980) The Anti-Planners: the Contemporary Revolt Against Planning and its Significance for Planning Theory. In G.E. Cherry (éd.) *Shaping an Urban World*. Londres, Mansell, pp. 243-252.

- FORESTER, J. (1989) *Planning in the Face of Power*. Berkeley, University of California Press.
- (1992) Raising the Questions: Notes of Planning Theory and Feminist Theory. *Planning Theory*, 7-8: 50-54.
- (1993) *Critical Theory, Public Policy, and Planning Practice*. Albany, State University of New York Press.
- GALLOWAY, T.D. et MAHAYNI, G. (1977) Planning Theory in Retrospect: The Process of Paradigm Change. *AIP Journal*, 43 (1): 62-71.
- GOODCHILD, B. (1990) Planning and the Modern/Postmodern Debate. *Town Planning Review*, 61 (2): 119-137.
- GOTTDIENER, M. (1993) Ideology, Foundationalism and Sociological Theory. *The Sociological Quarterly*, 34 (4): 653-671.
- GRANT, J. (1994) *The Drama of Democracy. Contention and Dispute in Community Power*. Toronto, University of Toronto Press.
- HABERMAS, J. (1987) *Théorie de l'agir communicationnel*. Tome 1. *Rationalité de l'agir et rationalisation de la société*. Paris, Fayard.
- HAMEL, P. et POITRAS, C. (1994) Henri Lefebvre, penseur de la postmodernité. *Espaces et Sociétés*, 76: 41-58.
- HARVEY, D. (1989) *The Condition of Postmodernity*. Oxford, Basil Blackwell.
- HEALEY, P. (1992) Planning Through Debate. The Communicative Turn in Planning Theory. *Town Planning Review*, 63 (2): 143-162.
- HEMMENS, G. C. et STIFFEL, B. (1980) Sources for the Renewal of Planning Theory. *APA Journal*, 46: 341-345.
- HUYSSSEN, A. (1986) *After the Great Divide: Modernism, Mass Culture, Postmodernism*. Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press.
- INNES, J.E. (1992) Group Processes and the Social Construction of Growth Management. *APA Journal*, 58 (4): 440-453.
- JAMESON, F. (1984) Postmodernism, or the Cultural Logic of Late Capitalism. *New Left Review*: 53-92.
- KAESLER, D. (1996) *Max Weber: Sa vie, son œuvre, son influence*. Paris, Fayard.
- LÉGER, F. (1989) *La pensée de Georg Simmel*. Paris, Editions Kimé.
- LEONTIDOU, L. (1996) Alternatives to Modernism in (Southern) Urban Theory: Exploring In-Between Spaces. *International Journal of Urban and Regional Research*, 20 (2): 178-195.
- LYOTARD, J.-F. (1979) *La condition postmoderne*. Paris, Éditions Minuit.
- (1988) *Le postmoderne expliqué aux enfants*. Paris, Éditions Galilée.
- MILROY, B. (1991) Into Postmodern Weightlessness. *Journal of Planning Education and Research*, 10 (3): 181-187.
- MOMMAAS, H. (1996) Modernity, Postmodernity and the Crisis of Social Modernization: A Case Study in Urban Fragmentation. *International Journal of Urban and Regional Research*, 20 (2): 196-216.
- MOUFFE, C. (1992) Democratic Citizenship and the Political Community. In C. Mouffe (éd.) *Dimensions of Radical Democracy*. Londres, Verso, pp. 225-239.

-
- SAGER, T. (1994) *Communicative Planning Theory*. Aldershot, Avebury.
- SCHRAM, S.F. (1995) Against Policy Analysis: Critical Reason and Poststructural Resistance, Book Review Essay. *Policy Sciences*, 28: 375-384.
- THOMAS, H. et HEALEY, P. (1991) *Dilemmas of Planning Practice. Ethics, Legitimacy and the Validation of Knowledge*. Aldershot, Avebury Technical.
- TIRYAKIAN, E. A. (1992) Dialectics of Modernity: Reenchantment and Dedifferentiation as Counterprocesses. In H. Haferkamp et N.J. Smelser (éds) *Social Change and Modernity*. Berkeley, University of California Press, pp. 78-94.
- TURNER, B. S. (1994) *Orientalism, Postmodernism & Globalism*. Londres et New York, Routledge.
- WILSON, E. (1991) *The Sphinx in the City: Urban Life, the Control of Disorder, and Women*. Londres, Virago.